

Québec français



La trappe politique

Gilles Perron

Number 135, Fall 2004

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/55538ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Publications Québec français

ISSN

0316-2052 (print)

1923-5119 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Perron, G. (2004). La trappe politique. *Québec français*, (135), 6–6.

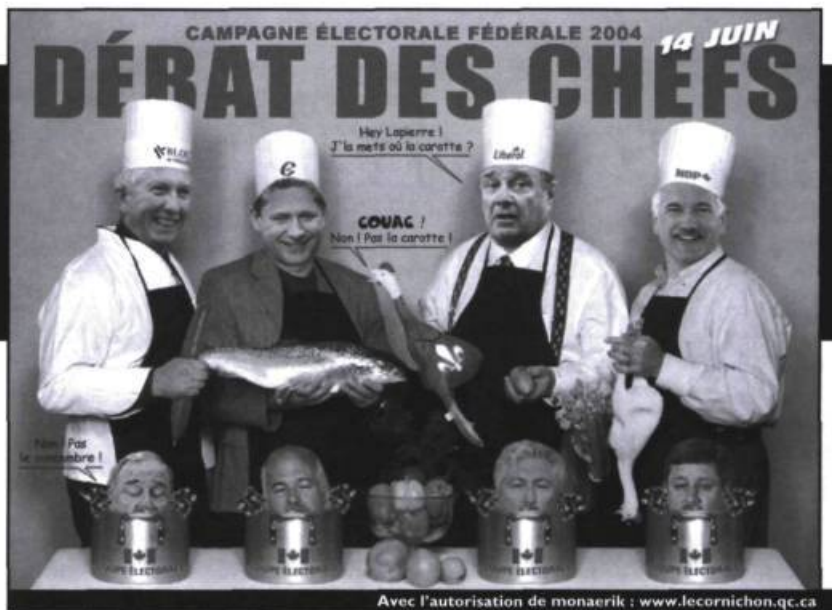
La trappe politique

>> GILLES PERRON

Ce soir-là, Bernard Derome était en grande forme. Le Canada tout entier avait les yeux rivés au téléviseur pour voir défiler, d'est en ouest, les résultats de l'élection historique du 28 juin 2004. Pourquoi historique ? Parce qu'elles le sont toutes, si on en croit certains manuels pour lesquels l'histoire se résume à une succession de gouvernements. Et celui qui avait tant rêvé sa place dans le grand livre des serveurs de la reine a fini par s'y inscrire, après tout. Il y aura certainement un bon paragraphe pour dire comment Paul Martin, après avoir été éjecté du cabinet par Jean Chrétien pour cause de putsch appréhendé, a réussi l'exploit de perdre une avance confortable pour s'en tirer avec l'élection d'un gouvernement minoritaire. Les Canadiens, inspirés par leur sport national, ont décidé d'adopter une attitude défensive et de jouer la trappe : c'est une stratégie qui a le mérite de donner l'impression de gagner.

Le Canada est tout de même, convenons-en, un drôle de pays. Ses partis politiques s'inspirent tous, à leur manière, du regretté Parti Rhinocéros, que Jacques Ferron avait eu le bonheur d'imaginer il y a déjà quarante ans. Le Parti Rhinocéros a sans doute été le parti politique le plus honnête que nous ayons jamais eu : il faisait des promesses farfelues, qu'il s'engageait fermement à ne pas tenir. Et ce que ses candidats craignaient le plus, c'était d'être élus !

Prenons d'abord le parti que l'Ontario, l'Atlantique et le Québec ont reporté au pouvoir : les libéraux, dans ce qu'on appelle désormais le scandale des commandites, ont eu l'occasion de dire n'importe quoi et ils ne s'en sont pas privés. La stratégie de l'à-peu-près à la va-comme-je-te-pousse a porté fruits. Après tout, depuis Pierre Elliot Trudeau (qui n'a pas toujours été un aéroport), l'arrogance a constitué la marque de commerce des chefs libéraux devenus premiers ministres. Respectons les traditions, tant qu'il en reste.



L'autre parti qui aspirait au pouvoir est un drôle de mélange : les réformistes-alliancistes sont devenus des nouveaux conservateurs, afin de ne pas être confondus avec les anciens qui vivaient bien la contradiction d'être à la fois progressistes et conservateurs. Vous me suivez ? Ils ont choisi comme chef, pour ses yeux plus bleus que le parti lui-même, Stephen Harper, un homme de l'Ouest, calme, pondéré, qui n'a pas besoin de dire de niaiseries puisque ses candidats et députés n'arrêtent pas de le faire à sa place. Les néoconservateurs de Harper ont même cru, pendant un temps, que les électeurs leur permettraient de former un gouvernement néolibéral !

Le Nouveau Parti Démocratique, quant à lui, est déjà suffisamment ancien pour qu'on ne sache plus très bien ce qu'il a de nouveau (peut-être le sourire de son chef ?). Il partage avec les scouts de Harper l'exploit de n'avoir fait élire aucun député au Québec. Ses propos, bien que laborieux en français, ont pourtant trouvé de la sympathie au royaume de Gilles Duceppe. Mais pour son malheur, tant qu'à voter pour un parti qui ne sera pas au pouvoir, les Québécois préférèrent encore envoyer des députés qui leurs soient entièrement dédiés.

Le Bloc Québécois a lui fait élire 54 de ses candidats, pour former les deux tiers de la députation du Québec à Ottawa. Message clair ? Pas tout à fait. N'avons-nous pas élu, l'an dernier, un certain Jean Charest ? Ça rappelle les belles années où le Québec donnait des gouvernements largement majoritaires à René Lévesque et en même temps, votait en bloc pour le père de Justin. *What*

does Québec want ? s'interrogeaient alors les autres provinces. La réponse la plus claire leur a été donnée par Yvon Deschamps, notre meilleur analyste politique : un Québec indépendant dans un Canada uni ! Mais comme on ne parle pas beaucoup français dans ces provinces, peu de gens ont saisi la subtilité de l'explication.

Le Bloc est tout de même, convenons-en, un drôle de parti. Il veut préparer l'indépendance, à partir d'Ottawa. Mais il a déjà formé l'opposition officielle lors du premier mandat de Chrétien et, à ce titre, il parlait au nom de tous les Canadiens. Il a aussi donné ses lettres de noblesse au concept de représentation régionale fédérale, en inspirant les anciens réformistes qui voulaient représenter l'Ouest canadien (mais eux ont dû se résoudre à des compromis puisqu'ils aspiraient au pouvoir). Le Bloc, pour sa part, ne veut pas exercer le pouvoir ; mais ça ne l'a pas empêché d'espérer en détenir la balance lors de l'élection de juin. Et il n'est pas sans se réjouir que l'appui du NPD soit insuffisant pour assurer à Martin de gouverner longtemps.

Après cela, qui osera prétendre que la politique canadienne est ennuyeuse ? Les éternelles chicanes constitutionnelles et les discussions théologiques sur le déséquilibre fiscal ne sont pas bien graves. Nos premiers ministres ne sont pas des modèles d'intelligence, et leur probité nous semble souvent douteuse, c'est vrai. Mais après avoir vu le dernier film de Michael Moore, je me dis qu'au moins Paul Martin, lui, n'est pas dangereux, ni pour nous, ni pour la planète.